

PROGRAMME DE FORMATION 2007

MIEUX COMPRENDRE L'AUTORITE PARENTALE (3 jours)

Contexte

Les lois de la famille évoluent. Où en est-on dans le concept " d'autorité parentale" ? Lorsque les situations se cristallisent, quel est le rôle de la justice dans les familles ?

Cette formation vous permettra de faire le point sur l'ensemble de ces questions.

Public concerné

Tout professionnel

Objectifs généraux

- Apprivoiser la notion de droits et devoirs des parents.
- Intégrer des éléments de droit de la famille dans les entretiens et dans la prise de notes.
- Identifier les interlocuteurs des parents dans le champ du droit.

Contenu

Les contours de l'autorité parentale : Définition, contenu, titulaires, actes usuels et non usuels, filiation.

L'autorité parentale en conflit :

Rupture du couple, rôle du juge aux affaires familiales, résidence habituelle, droit de visite, pension alimentaire, délit de non représentation d'enfant, recouvrement des pensions alimentaires, médiation, familles recomposées, droit de visite de tiers et des grands-parents.

L'autorité parentale et ses modalités d'exercice particulier : mesures administratives, assistance éducative, délégation, retrait, déclaration judiciaire d'abandon.

LE DEBITEUR FACE A LA LOI : QUEL ACCOMPAGNEMENT ? (3 jours)

Contexte

A l'heure actuelle, de nombreux ménages sont confrontés à l'accumulation des dettes. Comment la loi prévoit-elle de prévenir et de résoudre de telles situations ? C'est la question à laquelle cette session de formation se propose de répondre.

Public concerné

Tout professionnel

Objectifs généraux

- Identifier les différentes procédures existantes
- Repérer les acteurs de l'endettement
- Prévenir les difficultés du débiteur
- Mieux connaître la procédure de surendettement

Contenu

La gestion des impayés :

Commandement de payer, sommation de payer, injonction de payer, mise en demeure, saisie sur compte, saisie rémunération, acteurs professionnels (huissier, juge de l'exécution, sociétés de recouvrement), impayés et conséquences juridiques, droits et devoirs du créancier, droits et devoirs du débiteur.

La prévention des impayés :

Impayés et crédits, impayés et logement, impayés et assurance, impayés et relations avec les établissements bancaires, interdiction bancaire, couple et dettes.

PROTECTION JURIDIQUE DES PERSONNES VULNERABLES ET RESPONSABILITE PROFESSIONNELLE (3 jours)

Contexte

La fragilité de certains publics amène à une prise en considération spécifique. Comment la loi intègre-t-elle la notion « d'adultes vulnérables » ? Quels sont les dispositifs de protection qui peuvent être mis en œuvre ? Quelles sont leurs limites ? Quelle responsabilité a-t-on par rapport aux adultes vulnérables ?

Public concerné

Tout professionnel

Objectifs généraux

- Analyser les différents modes de protection des personnes dans le cadre de l'intervention sociale
- Identifier son cadre de responsabilité professionnelle

Contenu

Identification des maltraitances :

Définition, violences à domicile et en institution, maltraitances physiques, sexuelles, morales, négligences lourdes, dispositif du code pénal

Système de protection :

Plainte de la victime, dispositif de lutte contre les violences conjugales, dispositif administratif de lutte contre les maltraitances aux personnes âgées, dispositif des hospitalisations psychiatriques sans consentement, dispositif judiciaire de protection des biens (tutelle, curatelle...)

Responsabilité des professionnels :

Non assistance à personne en danger

INTEGRER LES DROITS DE L'ENFANT DANS SES PRATIQUES PROFESSIONNELLES (3 jours)

Contexte

Depuis la création de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, la législation française évolue.

L'émergence des droits de l'enfant amène à une prise en compte nouvelle des droits des personnes dans les familles.

Cette formation vous permettra d'intégrer cette dimension dans vos pratiques professionnelles au quotidien.

Public concerné

Assistants de service social, éducateurs, tout professionnel au contact de l'enfant.

Objectifs généraux

- Identifier les lois relatives aux droits de l'enfant
- Savoir trouver des textes relatifs aux droits de l'enfant
- Repérer les acteurs des droits de l'enfant sur son territoire
- Dégager des pistes de réflexion relatives à l'intégration des droits de l'enfant dans un service

Contenu

L'enfant, le droit et la Convention Internationale des Droits de l'Enfant : La Convention et son application en France, les différentes réformes intervenues, les acteurs des droits de l'enfant (avocat, défenseur des enfants, associations...)

LES PROFESSIONNELS DU SECTEUR SOCIAL FACE A L'URGENCE : QUESTIONS JURIDIQUES (3 jours)

Contexte

L'utilisateur confronté à une situation d'urgence, se retrouve souvent très démuné. Pour le professionnel qui le suit, la connaissance des procédures de crise doit permettre d'engager une démarche d'aide rapidement. Cette formation vous permettra de re-visiter ces procédures pour apprendre à les maîtriser.

Public concerné : Assistant de service social, professionnels des C.C.A.S.

Objectifs généraux

- Identifier l'urgence en droit
- Connaître les principaux dispositifs d'aide en vigueur en cas d'urgence
- Réorienter sur l'interlocuteur privilégié de l'urgence
- Dégager des réflexes et protocoles d'intervention urgente

Contenu

Contexte de l'urgence : situations d'urgence, aspects juridiques de l'urgence, mesures d'aide.

Gestion de l'urgence et dispositifs d'action : domaine du logement (expulsion, logements indécents), dans les situations familiales (violences conjugales, protection des enfants), face aux mesures relatives aux personnes de nationalité étrangère, face aux mesures relatives aux biens (saisies, blocage du compte bancaire...).

Procédures d'urgence et moyens d'action : référé, aides d'urgence, signalement.

LA GESTION JURIDIQUE D'UNE ENTREPRISE ASSOCIATIVE (3 jours)

Contexte

Le statut de la loi de juillet 1901 fixe le cadre juridique de l'association exerçant dans un but non lucratif. Aujourd'hui, véritable entreprise, l'association gère des locaux, des contrats, des conventions, du personnel, des bénévoles... Cette gestion entraîne une responsabilité croissante. Cette formation permettra de faire le point.

Public concerné

Personnes occupant des fonctions administratives dans les associations.

Objectifs généraux

- Intégrer une dimension juridique dans la gestion de l'association
- Réaliser l'inventaire des actes à mettre en œuvre dans la gestion associative
- Formaliser le champ de la responsabilité associative

Contenu

Gestion du personnel : règlement intérieur, embauche, gestion des contrats de travail, rupture du contrat de travail.

Gestion des locaux et administration

générale : législation en matière immobilière, en matière d'assurance, en matière de conventions générales (prestataires extérieurs), fonctionnement de l'association (assemblée générale, modification statutaire)

Gestion des risques : les différents degrés de responsabilités, législation relative aux accidents, identification des risques et modes de prise en charge.